



**PRÉFET  
DE LA MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 Reims

Reims, le 02/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **GOYARD JEAN DISTILLERIE**

52 Rue J. Blondeau  
BP 10  
51160 Aÿ-Champagne

Références : D1i 2025-513  
Code AIOT : 0005701446

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/05/2025 dans l'établissement GOYARD JEAN DISTILLERIE implanté 52 Rue J. Blondeau BP 10 - MAREUIL SUR AY 51160 Aÿ-Champagne. L'inspection a été annoncée le 03/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées. Cette action nationale vise à contrôler les installations de combustion moyennes de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 et 50 MW. Ce contrôle consiste notamment en la vérification du combustible utilisé par l'installation, la bonne réalisation du contrôle réglementaire des rejets atmosphériques ainsi que le respect des valeurs limites d'émission applicables de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GOYARD JEAN DISTILLERIE
- 52 Rue J. Blondeau BP 10 - MAREUIL SUR AY 51160 Aÿ-Champagne
- Code AIOT : 0005701446
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

La distillerie Jean Goyard, située sur le territoire des communes d'Aÿ et de Mareuil-sur-Aÿ, est spécialisée dans la valorisation de sous-produits de vignoble. Elle appartient au groupe Cristal Union. Elle est réglementée par l'arrêté préfectoral n° 2004-AP-12-IC du 23 janvier 2004 pour l'exploitation d'installations de distillation, de stockage d'alcools et sous-produits et pour procéder à la valorisation par épandage des effluents générés par les opérations de distillation.

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- AN25 Combustion

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Mesures périodiques rejets air	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 6.3.I et 6.3.II	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Modifications apportées à l'installation	Code de l'environnement du 29/12/2023, article R 181-46	Sans objet
2	Registre MCP	Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115 Et R.515-116	Sans objet
3	Réalisation contrôle périodique ICPE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 1.1.2	Sans objet
5	Conditions mesures rejets air	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 6.3.V	Sans objet
6	Conditions de référence des VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 6.2.4	Sans objet
7	Respect VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	directive MCP	article Annexe I 6.2.4.III et 6.3.VI	
8	Respect VLE dioxines furanes	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 6.2.4.IV	Sans objet
9	Respect VLE COVNM	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 6.2.4.IV et 6.3.VI	Sans objet
10	Livret de chaufferie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 6.7	Sans objet
11	Plainte riverain	Arrêté Préfectoral du 23/01/2004, article 2.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, l'inspection n'a pas constaté de non-conformité majeure. Néanmoins, un constat relatif à la périodicité du contrôle des rejets atmosphériques nécessite des actions de la part de l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Modifications apportées à l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 29/12/2023, article R 181-46
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Situation administrative
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation de combustion est composée de deux chaudières :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une chaudière au gaz naturel de puissance 5,76 MW mise en service le 17/12/2019 et fonctionnant moins de 500 heures par an (environ 400 heures en 2024) ;</li> <li>- une chaudière biomasse (plaquettes forestières) de puissance 8,03 MW mise en service le 09/07/2010 et fonctionnant plus de 500 heures par an (environ 4000 heures en 2024). Cette chaudière est équipée d'un système de traitement par filtres à manche.</li> </ul>

<p>Lors de la visite, la présence des équipements correspondant à cette description a été constatée ainsi que la présence du stock de plaquettes forestières.</p> <p>Le classement du site reste inchangé par rapport à la situation déjà connue.</p> <p>Selon les instructions de l'action nationale, les autres points de contrôle se concentreront principalement sur la chaudière biomasse fonctionnant plus de 500 heures par an.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 2 : Registre MCP**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115EtR.515-116</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Recensement installations MCP</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>R. 515-114 :</p> <p>I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;</li> <li>- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;</li> <li>- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;</li> <li>- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;</li> <li>- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;</li> <li>- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;</li> <li>- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;</li> <li>- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. »</li> </ul> <p>II. Ces informations sont communiquées :</p> <p>1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ;</li> </ul> <p>[...]</p> <p>2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »</p> <p>R.515-115 :</p> <p>[...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant,</p>

des demandes de l'autorité administrative compétente.
<b>R.515-116 :</b> I . Les informations prévues à l'article R. 515-114 « , le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a déclaré son installation de combustion le 18/03/2025 sous le numéro de télédéclaration 16929492. Lors de cette télédéclaration, l'ensemble des informations de cette installation a été communiqué conformément à l'article R.515-114.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Réalisation contrôle périodique ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 1.1.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contrôle périodique ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme " Objet du contrôle ", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables. Le contenu de ces contrôles est précisé à la fin de chaque point de la présente annexe après la mention " Objet du contrôle". Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention " le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure". Le délai maximal pour la réalisation du premier contrôle est défini à l'article R. 512-58 du code de l'environnement. L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.
<b>Constats :</b>  Sans objet, l'installation étant incluse dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation au titre de la nomenclature des ICPE.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Mesures périodiques rejets air

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 6.3.I et 6.3.II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Rejets atmosphériques

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. L'exploitant fait effectuer [...] une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O<sub>2</sub>, SO<sub>2</sub>, poussières, NO<sub>x</sub> et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère. Pour les chaudières utilisant un combustible solide, l'exploitant fait également effectuer une mesure des teneurs en dioxines et furanes. Les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des analyses sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.</p> <p>II. - La mesure des poussières n'est pas exigée lorsque les combustibles consommés sont exclusivement des combustibles gazeux ou du fioul domestique. La mesure des oxydes de soufre n'est pas exigée si le combustible est du gaz naturel, du biométhane, fioul domestique ou de la biomasse exclusivement ligneuse faisant partie de la biomasse telle que définie au a) de la définition de biomasse.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dernier contrôle des rejets atmosphériques des installations de combustion date du 04/02/2021. L'exploitant a envoyé le rapport en amont de l'inspection.</p> <p>L'exploitant précise qu'il suit la périodicité triennale indiquée dans son arrêté préfectoral n°2004-AP-12-IC. Le contrôle 2024 était programmé mais il n'a pas pu être réalisé suite à une panne sur la chaudière biomasse. Le prochain contrôle est programmé le 01/07/2025.</p> <p>L'inspection a indiqué à l'exploitant que la périodicité de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 s'applique et par conséquent que le contrôle doit être réalisé tous les 2 ans pour la chaudière biomasse. L'exploitant a pris en compte cette information et a modifié son plan de contrôle en conséquence.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra envoyer à l'inspection les justificatifs des commandes passées pour le contrôle des rejets atmosphériques en 2024 et 2025.</p> <p>L'exploitant enverra également dès réception le rapport de contrôle 2025 sur la chaudière biomasse.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 5 : Conditions mesures rejets air**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 6.3.V</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Rejets atmosphériques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

V. - Les mesures sont effectuées [...] dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. [...]
<b>Constats :</b>  Les mesures sur la chaudière biomasse ont été réalisées en période de fonctionnement normal, hors période de démarrage ou d'arrêt. Les conditions de fonctionnement sont indiquées dans le rapport. Les mesures ont été réalisées séparément sur chacun des appareils présents sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Conditions de référence des VLE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 6.2.4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm <sup>3</sup> ), rapportés aux conditions normales de température (273,15 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm <sup>3</sup> ) sur gaz sec. Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux.
<b>Constats :</b>  Le rapport indique que les mesures pour la chaudière biomasse sont ramenées aux conditions normalisées, sur gaz sec et rapportées à une teneur en oxygène de 6 %.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Respect VLE directive MCP

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 6.2.4.III et 6.3.VI
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b>  6.2.4 III. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion existantes fonctionnant plus de 500 heures par an et : - de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW déclarées avant le 1er janvier 2014, à compter du 1er janvier 2025 ; [...]  Polluants : SO <sub>2</sub> (mg/Nm <sup>3</sup> ) / NO <sub>x</sub> (mg/Nm <sup>3</sup> ) / Poussières (mg/Nm <sup>3</sup> ) / CO (mg/Nm <sup>3</sup> ) Biomasse solide : P ≥ 5 : 200 / 650 / 50 / 250 [...]  6.3.VI. - Les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les résultats de



chacune des séries de mesures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.
<b>Constats :</b>  Les valeurs limites pour les paramètres SO <sub>2</sub> , NO <sub>x</sub> , poussières et CO sont respectées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Respect VLE dioxines furanes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 6.2.4.IV
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b>  6.2.4.IV Les installations utilisant un combustible solide respectent la valeur limite suivante : - en dioxines et furanes : 0,1 ng I-TEQ/Nm <sup>3</sup> .
<b>Constats :</b>  La valeur limite en dioxines et furanes est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Respect VLE COVNM**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 6.2.4.IV et 6.3.VI
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b>  6.2.4.IV Les installations déclarées après le 1er janvier 1998 utilisant de la biomasse respectent les valeurs limites suivantes : - en composés organiques volatils hors méthane (exprimés carbone total) : 50 mg/Nm <sup>3</sup> .  6.3.VI. - Les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.
<b>Constats :</b>  La valeur limite en composés organiques volatils non méthanique est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Livret de chaufferie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 6.7
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Livret de chaufferie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur le livret de chaufferie.

<b>Constats :</b>
Le livret de chaufferie de la chaudière biomasse a été consulté, les contrôles et les opérations d'entretien sont bien enregistrés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Plainte riverain**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/01/2004, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plainte pollution de l'air
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations sont conçues, équipées, exploitées et entretenues de manière à limiter les émissions de polluants dans l'atmosphère, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le traitement des effluents et la réduction des quantités rejetées. Ces émissions sont, dans toute la mesure du possible, captées à la source, canalisées et traitées si besoin est, afin que les rejets correspondants soient conformes aux dispositions du présent arrêté.</p> <p>Les ateliers sont ventilés efficacement, mais toutes dispositions sont prises pour que le voisinage ne puisse être incommodé par la dispersion des poussières, ni par des émanations nuisibles ou gênantes.</p> <p>La dilution des rejets est interdite. Tout brûlage à l'air libre est interdit.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une plainte a été portée à la connaissance du préfet. Elle concerne différents sujets : un mur instable, une absence de séparation concrète entre le fond de la propriété du plaignant et le site, l'aspect esthétique d'un mur donnant sur la propriété ainsi qu'un noircissement sur la maison, les voitures et le mobilier de jardin lors de la forte exploitation du site. Selon le plaignant, ce dernier point pourrait être lié à une pollution de l'air.</p> <p>Les différents points sont déjà connus de l'exploitant. Des échanges sont en cours entre l'exploitant et le plaignant depuis plusieurs années.</p> <p>Concernant le noircissement constaté lors de la forte exploitation, les rejets atmosphériques du site sont conformes aux valeurs limites. Aucun envol de matière n'a été constaté sur le site. Un phénomène de noircissement des murs est souvent rencontré à proximité de toutes les distilleries.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à poursuivre les échanges avec le plaignant afin de trouver des solutions.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite